

**FRENCH TECH IN THE ALPS - GRENOBLE  
SOCIETE COOPERATIVE D'INTERET COLLECTIF  
SOCIETE PAR ACTIONS SIMPLIFIEE, A CAPITAL VARIABLE  
SIEGE : 16 boulevard Maréchal Lyautey 38000 GRENOBLE  
RCS 811 691 179 GRENOBLE**

## **STATUTS**

Mis à jour suite à l'Assemblée Générale Extraordinaire en date du 19 juin 2019

Pour copie certifiée conforme :



---

**Le Président  
M. Éric PIERREL**

EP  
I

## PREAMBULE

### Contexte général

Grenoble et sa grande agglomération sont donc identifiées désormais comme une métropole numérique en France et à l'international, ce qui constitue un aboutissement naturel pour une des dix villes au monde qui, au tournant des années 50, ont vu naître l'informatique. Le numérique grenoblois, assis sur un secteur informatique puissant et reconnu, intègre les technologies informatiques (matérielles et logicielles) dans les produits et les services de tous les domaines économiques, éducatifs et de recherche, culturels, administratifs et sociétaux. Dès 2011, Grenoble Alpes Métropole a impulsé un rassemblement de plus de 600 acteurs, dont les plus actifs ont consacré bénévolement environ 5 000 heures de leur temps à construire le dossier de Digital Grenoble jusqu'à sa labellisation comme Métropole French Tech en Novembre 2014 et, depuis cette date encore 5 000 heures à incarner cette reconnaissance

- dans un lieu emblématique, le Totem, ouvert en Aout 2015,
- dans une structure pérenne, la SCIC SAS Digital Grenoble.

### Finalité d'intérêt collectif de la Scic

La finalité « d'intérêt collectif » résulte du regroupement des acteurs engagés pour le développement de l'économie numérique. Ce regroupement s'opère en premier dans le cadre d'un **périmètre thématique** : le « numérique ». Autour du socle informatique (secteur scientifique, technologique et industriel) dont l'objet est de fournir des produits ou des services de nature informatique, le numérique désigne l'écosystème formé de toutes les entités (administration et établissements publics, associations, entreprises) dont l'objet est de fournir des produits ou des services « par » l'informatique. Ce regroupement s'inscrit également dans un **périmètre géographique** : la grande agglomération grenobloise, à ce stade Grenoble-Alpes Métropole et les deux communautés de communes du Grésivaudan et du Voironnais. Le rayonnement de Digital Grenoble doit opérer au delà de cette grande agglomération, par cercles concentriques, sur le sillon alpin d'une part (Alliance French Tech in the Alps), sur la région Rhône-Alpes, sur le territoire national via le réseau des métropoles French Tech et enfin à l'international via l'action de la French Tech

### Les valeurs et principes coopératifs

Le choix de la forme de société coopérative d'intérêt collectif constitue une adhésion à des valeurs coopératives fondamentales tels qu'elles sont définies par l'Alliance Coopérative Internationale avec notamment :

- la prééminence de la personne humaine ;
- la démocratie ;
- la solidarité ;
- un sociétariat multiple ayant pour finalité l'intérêt collectif au-delà de l'intérêt personnel de ses membres ;
- l'intégration sociale, économique et culturelle, dans un territoire déterminé par l'objet social.

Le statut Scic se trouve en parfaite adéquation, par son organisation et ses objectifs, avec le projet présenté ci-dessus.

<b>TITRE I</b> <b>FORME - DENOMINATION- DUREE - OBJET – SIEGE SOCIAL</b>
---

### **Article 1 : Forme**

*Par acte sous seing privé en date du 10 décembre 2014, la société a été créée sous forme d'association régie par la loi du 1<sup>er</sup> juillet 1901.*

*L'assemblée générale extraordinaire tenue le 13 novembre 2015 a opté, dans le cadre de la procédure prévue par l'article 28bis de la loi du 10 septembre 1947, pour la forme de société coopérative d'intérêt collectif par actions simplifiée à capital variable régie par les textes suivants :*

- *les présents statuts ;*
- *la loi n° 47-1775 du 10 septembre 1947 portant statut de la coopération, notamment le Titre II ter portant statut des Scic et le décret n° 2002-241 du 21 février 2002 relatif à la société coopérative d'intérêt collectif ;*
- *les articles L.231-1 à L.231-8 du Code de commerce applicables aux sociétés à capital variable ;*
- *le livre II du Code de commerce et particulièrement les dispositions relatives aux sociétés par actions simplifiée ainsi que le décret du 23 mars 1967 sur les sociétés commerciales codifié dans la partie réglementaire du Code de commerce.*

### **Article 2 : Dénomination**

La SCIC a pour dénomination : French Tech in the Alps – Grenoble

*Tous actes et documents émanant de la SCIC et destinés aux tiers, notamment les lettres, factures, annonces et publications diverses, doivent indiquer la dénomination sociale, précédée ou suivie immédiatement et lisiblement des mots « Société Coopérative d'Intérêt Collectif par Actions Simplifiée à capital variable » ou du signe « Scic SAS à capital variable ».*

### **Article 3 : Durée**

La durée de la SCIC est fixée à 99 ans à compter du jour de la déclaration à la préfecture de l'association soit le 14 décembre 2013, sauf dissolution anticipée ou prorogation.

### **Article 4 : Objet**

L'intérêt collectif défini en préambule se réalise notamment à travers les activités suivantes : Favoriser :

- l'émergence de startup, et leur croissance en PME, ETI et Tech Champions
- la croissance de toutes les entreprises (et des emplois) par ou pour le numérique
- la visibilité de Grenoble numérique (via le label)

Et toutes activités annexes, connexes ou complémentaires s'y rattachant directement ou indirectement, ainsi que toutes opérations civiles, commerciales, industrielles, mobilières, immobilières, de crédit, utiles directement ou indirectement à la réalisation de l'objet social.

La SCIC peut exercer une activité de domiciliation d'entreprises.

*L'objet de la SCIC rend celle-ci éligible aux conventions, agréments et habilitations mentionnées à l'article 19 quinquies de la loi du 10 septembre 1947.*

### **Article 5 : Siège social**

Le siège social est fixé : 16 boulevard Maréchal Lyautey 38000 GRENOBLE

Il peut être transféré en tout autre lieu par décision des associés statuant à la majorité requise pour la modification des statuts.

<b>TITRE II</b> <b>APPORT ET CAPITAL SOCIAL – VARIABILITE DU CAPITAL</b>
---

**Article 6 : Apports et capital social initial**

Le capital social initial a été fixé à 126 700 euros divisé en 1 267 parts de 100 euros chacune, non numérotées en raison de la variabilité du capital social et réparties entre les associés proportionnellement à leurs apports.

**Apports en numéraire**

Le capital est réparti entre les différents types d'associés de la manière suivante :

**Personnes physiques**

NOM	Prénom	Parts
ALANIS	Joel	5
ARNOULD	Emmanuel	3
ARSENE	Olivier	1
AVEQUE	Arnaud	1
BAILLON	Christophe	1
BALAN	Alexandre	1
BALLERY	Elisabeth	2
BALMAIN	Christian	5
BALME	Lionel	1
BARBET	Sandra	1
BARK	Rodric	1
BAUDOIN	Brice	1
BAUDOIN	Sandrine	1
BEAUVISAGE	Laurent	1
BECHLEM	Coranne	1
BEDEL	Eric	1
BEISSER	Eric	3
BELLATON	Patricia	1
BENDRIS	Fouad	1
BERGER	Alain	2
BERGER	Pierre Damien	1
BERNARD	Didier	1
BERRUX	Paul	1
BERTOLO	Marc	10
BESSON	Aurore	1
BIGAY	Yves	1
BILLET	Gilles	2
BLANCO	Sylvie	1
BOCQUENTIN	Anne	1
BONAIME	Quentin	1
BOUE	Philippe Pierre	1
BOUIN	Jérôme	1
BOURGIT	Jean-Michel	1
BOUVERET	Alain	1
BOUVIER	Jean-René	1
BRAILLON	Christophe	1
BRAILLON	Estelle	1
BRAULT	Frédéric	1
BRIAND	Alain	1

BRIQUET	Johnny-Serge	1
BROADBRIDGE	Richard	1
BRUN	Alexandre	1
BRUNET	Frédéric	1
BRUNET	Jean-Louis	10
BULOT	Vincent	1
CAILLAT	Bernard	5
CAIRE	Fabienne	1
CANOVAS	Jean-Philippe	1
CARQUEX	Fabrice	2
CARROZ	Emanuel	1
CARTIER	Julien	1
CELLIER	Gaël	3
CELSE	Bertrand	2
CEZON	Michel	1
CHAMPELOVIER	Chantal	1
CHANOINE	Arnaud	1
CHARDONNET	Stéphane	1
CHAVIGNER	Thierry	1
CHEVALIER	Pierre-Yves	1
CLAUSTRES	François	1
CLAY	Jacques	1
CLERC	Jean-Frédéric	1
CLERC	Laurence	1
CLOSSE	Etienne	1
COHN	Laurent	3
COL	Romain	1
COLIN	Catherine	1
CONIO	Laurent	1
CONTE	Alexandre Nicolas	2
COSNARD	Michel	1
COULOMBEAU	Pierre	1
COUPAT	Alain	1
COURRIER	Pascal	1
COUZON	Guillaume	1
CRAVOISIER	Thierry	1
CRESCIONE	Gérald	1
CROWLEY	James	1
CUCAROLLO	Jérôme	1
DAMPERAT	Maud	3
DAVID	Benjamin	1
DE BARDONNECHE	Olivier	2
DEGRYSE	Jérôme	5
DENOYELLE	Philippe	1
DESLANDES	Hugues	1
DHAINI	Pablo	1
DRASKIC	Dejan	1
DUCREUX	Laurent-Frédéric	1
DUJARDIN	Philippe	1
DUMAS	Eric	1
DUPARCHY	Philippe	1
DUPENLOUP	Erasmia	2
DURIN	Thomas	1
DUSSAUGE	Julien	1
EHR SAM	Marc	1
EICHINGER	Bertrand	1
ESPITALLIER	Julien	1
ESTRADE	Guillaume	1
EXCOFFIER	Anne	1

EXCOFFIER	David	1
FABRE	Xavier	1
FALCO	Eric Jean-Jacques	1
FALCO	François	1
FALCON DE LONGEVIALLE	Philippe	2
FALEVOZ	Yann	5
FALVO	Thierry	1
FAUCHERE	Julien	1
FAURE	François	1
FELIN	Arnaud	1
FENSCH	Thierry	1
FIAT	Lionel	1
FIOCCONI	Pascal	1
FRANCIOSA	Alain	1
FREITAS DA SILVA	Ricardo Emmanuel	1
FUMERY	Pierre	1
GADDAS	Kamel	1
GAGNE	Corinne	1
GAILLARD	Maxime	1
GALLO	Kévin	1
GAU	Olivier	1
GAUCHER	Fabien	1
GAUTELLIER	Lucie	1
GIACHINO	Jérôme	1
GIANINAZZI	Nicola	2
GIBERT	Marianne	1
GIMET	Thomas	1
GIOVANGRANDI	Benoît	1
GIRAUD	Florence	1
GIROUD	Benoît	1
GLASSON	Lorette	1
GLINER	Jean-Michel	3
GOUEDO	Alain	1
GOY	Antoine	1
GRAHAM	Thomas Scott	1
GROS	Patrick	5
GUIBERT	Bruno	1
GUILAUME	Samuel	1
GUILAUME	Valérie	1
GUILLAUME	Isabelle	1
HAGGEGE	Meyer Jonathan	1
HARRUS	Gilbert	1
HAYS	Bertrand	1
HENOFF	Dominique	1
HENRICOT	Olivier	1
HIRSCH	Jean-Jacques	5
HOUYVET	Bertrand	1
HURIET	Vincent	3
HUYGHE	Damien	1
IMBERT BOUCHARD	Serge	1
ISS	Laurent	1
JACQUET	Isabelle	5
JACQUIN	Thierry	1
JAVAUDIN	Laurent	2
JEANDEL	Stéphanie	1
JEANNET	Bertrand	1
JOMIER	Thierry	5
JOURDAN	Luc	1
JOURDAN	Pierre-Louis	1

JULLIARD	Laurent	5
LABARTINO	Stéphane	2
LACOSTE	Pierre-Alexandre	1
LAMBLING	Hélène	1
LAMIDIEU	Eric	1
LANGENIEUX	Alexandre	1
LAUGIER	Alain	1
LAURIER	Nicolas	1
LAUVERGEON	Guy	1
LAVALLEE	Stéphane	1
LAVIGNE	Daniel	1
LAYAIDA	Nabil	1
LE GALL	Rodrigue	1
LE ROY	Alain	1
LE VAN	Philippe	1
LEBLANC	Michel	1
LECANTE	Christophe	1
LECORDIER	Ludovic	1
LELONG	Laurent	1
LEMARDELEY	Chloé	1
LEMARDELEY	Claude	1
LEMARDELEY	Lilou	1
LEMARDELEY	Marc	1
LEMARDELEY	Théo	1
LEVEL	Antoine	1
LIETAR	Isabelle	1
LIETAR	Loïc	3
LIETAR	Oriana	1
LOBA	Christophe	5
LOMBARDI	Fabio	1
LOUVIER	Josquin	1
MAGARSHACK	Philippe	1
MAGINOT	Serge	1
MALICHIER	Sophie	1
MAMADOU	Kelli	1
MARKOWICZ	Romain	1
MARTIN	Frédéric	1
MARTIN	Guilhem	4
MARTIN	Jérôme	1
MATEESCU	Radu	2
MATHIAU	Aline	1
MATTIA	Philippe	1
MAZAUD	Eric	1
MAZIER	Ronald	5
MEHAUT	Jean-François	1
MERINDOL	Sophie	1
MESSUD	Jérôme	1
MEZIN	Gérard	2
MIOCHE	Pascal	1
MONIER	Christine	1
MORAUX	Guy	1
MOTTIN	Samuel	1
MOURIER	Julien	5
MUNIER	Patrick	3
NEMOZ	Alain	1
NOIROT	Isabelle	1
NOIROT	Remy	1
ODIN	Christophe	1
OSTER	Xavier	1



PACULL	François	1
PAILLARD	Yannick	1
PALOMBI	Olivier	1
PARMENTIER	Guy	1
PASQUAL	Nicolas	1
PATOUX	Laurent	1
PEPIN	Thibault	5
PERINEL	Jean-François	2
PERRIN	Nadège	2
PERROT	Christian	1
PEYRACHE	André	5
PHAN	Richard	1
PILAUD	Eric Jean-Jacques	10
PISSARD-GIBOLLET	Roger	1
PLATEAU	Brigitte	1
PLISSON	André	1
PODETTI	Sebastien	1
PONCET	Benjamin	1
PONTAROLLO	Patrice	1
POUYET	Régis	1
PREVE	Cyril	3
PREZEAU	Tony	1
PROST	Cécile	1
RABOUILLE	Fanny	1
RAIMBERT	Francis	1
RAMOUL	Jean-Pierre	1
RASE	Camille	1
RASE	Louis	1
REGAZZONI	Claire	1
RENARD	Stéphane	1
RENIER	Jean-Pierre	1
REY	Alain	1
RIVET	Laurent	1
ROBILLARD	Julien Goulven	1
ROUDET	Franck	8
ROULIN	Nathalie	1
ROUSSET	Denis	5
RUET	Jérémy	1
RUMPLER	Maxime	1
RYBCZYNSKA	Marta Magdalena	1
SABATIER	Victor	1
SABONNADIÈRE	Emmanuel	5
SALINAS	Julien	1
SALMON	Kim	2
SAMPER MANGIN	Valérie	1
SAPONJIC	Adrien-Joris	4
SARAGAGLIA	Boris	1
SAUZEAT	Arnaud	1
SEMET	Olivier	1
SIBIEUDE	Christophe	1
SIDI ALI CHERIF	Karim	1
SIMOES	Frédéric	3
SOLVAY	Jean-Philippe	2
SORS	Henri	1
SOUFI	Annie	1
STEFANINI	Jean-Philippe	1
STEVENIN	Léo	1
TALBOT	Jean-Marc	2
TARDY	Patrick	1

TEMPELAERE	Vincent	1
THOMAS	Dominique	1
THOMINET	François	1
TRANCHIER	Didier	1
TROMMSDORFF	Michael	1
TROUILLET	François	1
TROULLET LAMBERT	Odile	1
UGNON-COUSSIOZ	Bernard	1
VALET	Stéphane	1
VAN NUVEL	Xavier	10
VERNIER	Grégory	2
VEYRES	Serge	1
VOLK	Bernard	1
VOTTA	Nathalie	1
WARGNIER	Annaëlle	1
WARGNIER	Bastien	1
WARGNIER	Laure-Elise	1
WARGNIER	Philippe	1
WARGNIER	Vincent	1
WEIL	Daniel	1
WENZEK	Didier	1
<b>TOTAL PERSONNES PHYSIQUES</b>		<b>455</b>

### Fondateurs

NOM	Prénom	Parts
BLANGERO	Pierre	1
BONZY	Jonathan	1
CHAMINADE	Didier	10
CORNU-EMIEUX	Renaud	2
GENTY	Mathieu	1
ISABELLO	Cyril	1
MATHEVET	Christophe	2
MEYER	André Marcel	1
NICOLAS--LAVERLOCHERE	Loris	1
PIERREL	Eric	1
PILAUD	Daniel	10
PONTHIEU	Laurent	5
RASE	Philippe	1
RUFFIN	Laurence	4
VAYLET	Jean	5
VERJUS	Jean-Pierre	3
WIECZOREK	Philippe	1
<b>TOTAL FONDATEURS</b>		<b>50</b>

### Collectivités

Dénomination, adresse/siège	Parts
.....	...
<b>TOTAL COLLECTIVITES</b>	<b>...</b>

## Partenaires

Statut	Raison sociale	SIRET	Représentant	Parts
Association de loi 1901	ACONIT - Association pour un conservatoire de l'informatique	418 260 535 00038	Philippe DUPARCHY, Président	10
Association de loi 1901	Savoie Mont Blanc Angels	508 970 142 00016	Dominique FAVARIO, Président	10
Association de loi 1901	Minalogic Partenaire	485 361 133 00021	Philippe MAGARSHACK, Président	50
SAS	Startup Maker	799 373 741 00013	Christophe BAILLON	10
Association de loi 1901	Union Régionale des Scop Rhône-Alpes	779 868 959 00049	Guy BABOLAT, Président	10
Association de loi 1901	L'Arche aux Innovateurs	794 538 819 00010	Bruno RAGUE, Président	1
Etablissement public	Chambre de commerce et d'industrie de Grenoble	183 830 017 00012	Jean VAYLET, Président	580
Association de loi 1901	Le Clust'R Numérique	509 429 296 00049	Jean-Michel BERARD, Président	50
Association de loi 1901	Inovallée	338 105 307 00049	Christophe MATHEVET, Président	20
Association de loi 1901	Colaunch	814 119 459 00018	Quentin SUPERNANT, Président	1
Association de loi 1901	Digital Savoie	809 973 951 00019	Cyril LAURENT, Président	10
Association de loi 1901	Les Vallées du Numérique Annecy French Tech	813 125 903 00019	Patrick EMIN, Président	10
<b>TOTAL PARTENAIRES</b>				<b>762</b>

Soit un total de 126 700 euros représentant le montant intégralement libéré des parts.

Le total du capital libéré est de 126 700 € ainsi qu'il est attesté par la banque CIC agence de Grenoble Edouard Rey (11 BOULEVARD EDOUARD REY 38041 GRENOBLE) dépositaire des fonds.

### **Article 7 : Variabilité du capital**

Le capital est variable. Il peut augmenter à tout moment, soit au moyen de souscriptions nouvelles effectuées par les associés, soit par l'admission de nouveaux associés.

Toute souscription de parts donne lieu à la signature d'un bulletin de souscription en deux originaux par l'associé.

Le capital peut diminuer à la suite de retraits, perte de la qualité d'associé, exclusions, décès et remboursements, dans les cas prévus par la loi et les statuts sous réserve des limites et conditions prévues ci-après.

## **Article 8 : Capital minimum**

Le capital social ne peut être ni inférieur à 31 675 €, ni réduit, du fait de remboursements, au-dessous du quart du capital le plus élevé atteint depuis la constitution de la SCIC.

*Par application de l'article 7 de la loi du 10 septembre 1947 modifié par la loi n° 2008-679 du 3 juillet 2008, les coopératives constituées sous forme de sociétés à capital variable régies par les articles L.231-1 et suivants du Code de commerce ne sont pas tenues de fixer dans leurs statuts le montant maximal que peut atteindre leur capital.*

## **Article 9 : Parts sociales**

### **9.1 Valeur nominale et souscription**

La valeur des parts sociales est uniforme. Si elle vient à être portée à un chiffre supérieur à celui fixé à l'article 6, il sera procédé au regroupement des parts déjà existantes de façon telle que tous les associés demeurent membres de la SCIC et qu'un associé détienne au moins une part sociale.

Aucun associé n'est tenu de souscrire et libérer plus d'une seule part lors de son admission.

La responsabilité de chaque associé ou détenteur de parts est limitée à la valeur des parts qu'il a souscrites ou acquises.

Les parts sociales sont nominatives et indivisibles. La SCIC ne reconnaît qu'un propriétaire pour chacune d'elle.

### **9.2 Transmission**

Les parts sociales ne sont transmissibles à titre gracieux ou onéreux qu'entre associés après agrément de la cession par le Comité Exécutif, nul ne pouvant être associé s'il n'a pas été agréé dans les conditions statutairement prévues.

Le décès de l'associé personne physique entraîne la perte de la qualité d'associé, les parts ne sont, en conséquence, pas transmissibles par décès.

### **9.3 Inaliénabilité des parts**

Les parts souscrites par les associés de la catégorie des collectivités seront inaliénables pendant 10 ans années à compter de leur souscription.

L'interdiction temporaire de céder les parts prévues ci-dessus vise toutes les transmissions de parts à titre onéreux ou gratuit, y compris par voie d'adjudication publique ordonnée par décision de justice.

L'inaliénabilité temporaire des parts fait l'objet d'une mention sur les comptes d'associés ouverts par la SCIC.

Par exception à l'inaliénabilité temporaire des parts, le Président devra lever l'interdiction de céder, en cas d'exclusion d'un associé.

### **Article 10 : Nouvelles souscriptions**

Le capital peut augmenter par toutes souscriptions effectuées par des associés qui devront, préalablement à la souscription et à la libération de leurs parts, obtenir l'autorisation du Comité Exécutif et signer le bulletin cumulatif de souscription en deux originaux.

### **Article 11 : Annulation des parts**

Les parts des associés retrayants, ayant perdu la qualité d'associé, exclus ou décédés sont annulées. Les sommes qu'elles représentent sont assimilées à des créances ordinaires et remboursées dans les conditions prévues à l'article 17.

Aucun retrait ou annulation de parts ne peut être effectué s'il a pour conséquence de faire descendre le capital social en deçà du seuil prévu à l'article 8.

<b>TITRE III</b> <b>ASSOCIES - ADMISSION – RETRAIT – NON-CONCURRENCE</b>
---

## **Article 12 : Associés et catégories**

### **12.1 Conditions légales**

*La loi précise que peut être associé d'une société coopérative d'intérêt collectif toute personne physique ou morale qui contribue par tout moyen à l'activité de la coopérative, notamment toute personne productrice de biens ou de services, tout salarié de la coopérative, toute personne qui bénéficie habituellement, à titre gratuit ou onéreux, des activités de la coopérative, toute personne physique souhaitant participer bénévolement à son activité ou toute personne publique.*

*La société coopérative d'intérêt collectif comprend au moins trois types d'associés, parmi lesquelles figurent obligatoirement les personnes qui bénéficient habituellement, à titre gratuit ou onéreux, des activités de la coopérative et les salariés ou, en l'absence de personnes salariées au sein de la SCIC, les producteurs de biens ou de services de la coopérative.*

*Le troisième type d'associé est ouvert et dépend du choix des associés étant précisé que si ce choix se porte sur des collectivités territoriales, leurs groupements ou des établissements publics territoriaux, ces derniers pourront détenir ensemble jusqu'à 50 % du capital de la SCIC.*

*La SCIC répond à ces obligations légales lors de la signature des statuts. Elle mettra tout en œuvre pour la respecter pendant l'existence de la SCIC.*

*Si, au cours de l'existence de la SCIC, l'un de ces trois types d'associés vient à disparaître, le Président devra convoquer l'assemblée générale extraordinaire afin de décider s'il y a lieu de régulariser la situation ou de poursuivre l'activité sous une autre forme coopérative.*

*Dans la SCIC Digital Grenoble, les bénéficiaires sont les personnes physiques ou morales qui bénéficieront des offres de service de Digital Grenoble, qu'elles soient personnes physiques ou morales du numérique ou personnes morales engagées dans une transformation numérique de leurs produits ou services. Ces bénéficiaires sont représentés par les réseaux, fédérations, associations, groupements d'entreprises et/ou d'établissements qui composent la catégorie des partenaires.*

*Les fournisseurs de biens et de services sont les personnes physiques qui s'engagent pour le développement de l'économie numérique sur le territoire. Ils sont principalement représentés dans la catégorie des personnes physiques engagées pour développer l'écosystème numérique.*

### **12.2 Catégories**

*Les catégories sont des groupes de sociétaires qui ont un rapport de nature distincte aux activités de la SCIC. Leur rassemblement crée le multi sociétariat qui caractérise la SCIC. Ces catégories prévoient, le cas échéant, des conditions de candidature, de souscription, d'admission et de perte de qualité d'associé pouvant différer.*

*Les catégories sont exclusives les unes des autres.*

*La création de nouvelles catégories ainsi que la modification de ces catégories, sont décidées par l'assemblée générale extraordinaire, sur proposition du Comité Exécutif.*

Sont définies dans la SCIC Digital Grenoble, les 4 catégories d'associés suivantes :

1. Catégorie des fondateurs : Membres du bureau de l'association Digital Grenoble
2. Catégorie des personnes physiques engagées pour développer l'écosystème numérique : Personne physique qui soutient la finalité et adhère à l'objet de la SCIC
3. Catégorie des collectivités : Collectivités locales ou groupement de collectivités qui souhaitent contribuer à la croissance et au rayonnement de l'écosystème numérique
4. Catégorie des partenaires : Personnes morales dont les missions sont liées à la croissance et au rayonnement de l'écosystème numérique.

Un associé qui souhaiterait changer de catégorie doit adresser sa demande au Comité Exécutif en indiquant de quelle catégorie il souhaiterait relever. Le Comité Exécutif est seul compétent pour décider du changement de catégorie.

### **Article 13 : Candidatures**

Peuvent être candidates toutes les personnes physiques ou morales qui entrent dans l'une des catégories définies à l'article 12.2 et respectent les modalités d'admission prévues dans les statuts.

### **Article 14 : Admission des associés**

Tout nouvel associé s'engage à souscrire et libérer au moins une part sociale lors de son admission.

#### **14.1 Modalités d'admission**

L'admission est régie par les dispositions décrites ci-dessous.

Lorsqu'une personne physique ou morale souhaite devenir associée, elle doit présenter sa candidature par courrier simple ou courrier électronique avec demande d'avis de réception au Comité Exécutif.

L'admission d'un nouvel associé est du seul ressort du Comité Exécutif. En cas de rejet de sa candidature, qui n'a pas à être motivé, le candidat peut renouveler celle-ci tous les ans.

Le Comité Exécutif s'engage à dresser et à présenter à chaque Assemblée Générale Ordinaire un état des nouveaux associés admis.

Les parts sociales souscrites lors de l'admission d'un candidat au sociétariat doivent être intégralement libérées lors de la souscription.

Le statut d'associé prend effet après agrément du Comité Exécutif sous réserve de la libération de la ou des parts souscrites dans les conditions statutairement prévues.

Le statut d'associé confère la qualité de coopérateur. Le conjoint d'un associé coopérateur n'a pas, en tant que conjoint la qualité d'associé et n'est donc pas coopérateur. Les mêmes dispositions sont applicables en cas de Pacs.

La candidature au sociétariat emporte acceptation des statuts et du règlement intérieur de la SCIC.

### **Article 15 : Perte de la qualité d'associé**

La qualité d'associé se perd :

- par la démission de cette qualité, notifiée par écrit au Président et qui prend effet immédiatement, sous réserve des dispositions de l'article 11 ;
- par le décès de l'associé personne physique ;
- par la décision de liquidation judiciaire de l'associé personne morale ;
- par l'exclusion prononcée dans les conditions de l'article 16 ;
- par la perte de plein droit de la qualité d'associé.

La perte de qualité d'associé intervient de plein droit :

- lorsqu'un associé cesse de remplir l'une des conditions requises à l'article 12 ;
- pour l'associé salarié à la date de la cessation de son contrat de travail, quelle que soit la cause de la rupture de son contrat. Néanmoins, s'il souhaite rester associé et dès lors qu'il remplit les conditions de l'article 12, le salarié pourra demander un changement de catégorie d'associés au Comité Exécutif seul compétent pour décider du changement de catégorie et qui devra se prononcer avant la fin du préavis ;
- pour toute association loi 1901 n'ayant plus aucune activité ;
- lorsque l'associé qui n'a pas été présent ou représenté à 2 assemblées générales ordinaires annuelles consécutives n'est ni présent, ni représenté lors de l'assemblée générale ordinaire suivante, soit la 3<sup>ème</sup>.

Le Comité Exécutif devra avertir l'associé en cause des conséquences de son absence au plus tard lors de l'envoi de la convocation à cette assemblée générale ordinaire. Cet avertissement sera communiqué par lettre recommandée avec demande d'avis de réception ou par courrier électronique avec accusé de réception. Sous réserve de cette information préalable, la perte de la qualité d'associé intervient dès la clôture de l'assemblée.

Dans tous les cas, la perte de plein droit de la qualité d'associé est constatée par la Comité Exécutif qui en informe les intéressés par lettre recommandée avec demande d'avis de réception.

Les dispositions ci-dessus ne font pas échec à celles de l'article 8 relatives au capital minimum.

Lors de l'assemblée générale statuant sur les comptes de l'exercice, le Comité Exécutif communique un état complet du sociétariat indiquant notamment le nombre des associés de chaque catégorie ayant perdu la qualité d'associé.

### **Article 16 : Exclusion**

L'assemblée des associés statuant dans les conditions fixées pour la modification des statuts, peut toujours exclure un associé qui aura causé un préjudice matériel ou moral à la SCIC. Le fait qui entraîne l'exclusion est constaté par le Comité Exécutif qui est habilité à demander toutes justifications à l'intéressé.



Une convocation spécifique doit être préalablement adressée à l'intéressé afin qu'il puisse présenter sa défense. L'absence de l'associé lors de l'assemblée est sans effet sur la délibération de l'assemblée. L'assemblée apprécie librement l'existence du préjudice.

La perte de la qualité d'associé intervient dans ce cas à la date de l'assemblée qui a prononcé l'exclusion.

## **Article 17 : Remboursement des parts des anciens associés et remboursements partiels des associés**

### **17.1 Montant des sommes à rembourser**

Le montant du capital à rembourser aux associés dans les cas prévus aux articles 15 et 16, est arrêté à la date de clôture de l'exercice au cours duquel la perte de la qualité d'associé est devenue définitive ou au cours duquel l'associé a demandé un remboursement partiel de son capital social.

Les associés n'ont droit qu'au remboursement du montant nominal de leurs parts, sous déduction des pertes éventuelles apparaissant à la clôture de l'exercice.

Pour le calcul de la valeur de remboursement de la part sociale, il est convenu que les pertes s'imputent prioritairement sur les réserves statutaires.

### **17.2 Pertes survenant dans le délai de 5 ans**

S'il survenait dans un délai de cinq années suivant la perte de la qualité d'associé, des pertes se rapportant aux exercices durant lesquels l'intéressé était associé de la SCIC, la valeur du capital à rembourser serait diminuée proportionnellement à ces pertes. Au cas où tout ou partie des parts de l'ancien associé auraient déjà été remboursées, la SCIC serait en droit d'exiger le reversement du trop perçu.

### **17.3 Ordre chronologique des remboursements et suspension des remboursements**

Les remboursements ont lieu dans l'ordre chronologique où ont été enregistrées les pertes de la qualité d'associé ou la demande de remboursement partiel.

Ils ne peuvent avoir pour effet de réduire le capital à un montant inférieur au minimum prévu à l'article 8. Dans ce cas, l'annulation et le remboursement des parts ne sont effectués qu'à concurrence de souscriptions nouvelles permettant de maintenir le capital au moins à ce minimum.

### **17.4 Délai de remboursement**

Les anciens associés et leurs ayants droit ne peuvent exiger, avant un délai de 5 ans, le règlement des sommes leur restant dues sur le remboursement de leurs parts, sauf décision de remboursement anticipé prise par le Comité Exécutif. Le délai est précompté à compter de la date de la perte de la qualité d'associé ou de la demande de remboursement partiel.

Le montant dû aux anciens associés ou aux associés ayant demandé un remboursement partiel peut porter intérêt à un taux fixé par le Comité Exécutif.

### **17.5 Remboursements partiels demandés par les associés**

La demande de remboursement partiel est faite auprès du Président par lettre recommandée avec demande d'avis de réception ou remise en main propre contre décharge.

Les remboursements partiels sont soumis à autorisation préalable du Comité Exécutif.

<b>TITRE IV</b> <b>ADMINISTRATION ET DIRECTION</b>
---

## **Article 18 : Président**

### **18.1 Nomination**

La SCIC est administrée par un Président, personne physique, associé désigné par l'assemblée générale ordinaire des associés dans les conditions de l'article 24.1.

Le Président est choisi par les associés pour une durée de 2 ans. Il est rééligible. Ses fonctions prennent fin à l'issue de la réunion de l'Assemblée Générale tenue dans l'année qui suit celle au cours de laquelle expire son mandat.

### **18.2 Révocation**

La révocation peut être décidée par l'assemblée générale ordinaire.

Si la révocation est décidée sans juste motif, elle peut donner lieu à des dommages et intérêts.

### **18.3 Pouvoirs du Président**

Le Président dispose de tous les pouvoirs nécessaires pour agir en toutes circonstances au nom de la SCIC dans les limites de son objet social sous la réserve des pouvoirs conférés à l'assemblée des associés par la loi et les statuts.

Le Président gère et administre la SCIC sous réserve des pouvoirs attribués à l'assemblée générale des associés et au Comité Exécutif.

Le Président arrête les comptes de la SCIC et établit un rapport sur ces comptes qu'il soumet au Comité Exécutif pour avis et à l'assemblée générale des associés.

Le Président devra obtenir l'autorisation préalable du Comité Exécutif pour toute souscription d'emprunts, caution, aval ou garantie.

### **18.4 Délégation**

Le Président est autorisé à consentir, sous sa responsabilité, des délégations ou substitutions de pouvoirs pour une ou plusieurs opérations ou catégories d'opérations déterminées dans la limite de ceux qui lui sont conférés par la loi et par les présents statuts. Le Président en précise par écrit le contenu, les modalités et la durée. Les délégations ou substitutions de pouvoirs devront être validées par le Comité Exécutif.

## **18.5 Rémunération du Président**

Les fonctions de Président sont exercées à titre gratuit.

## **18.6 Responsabilité**

Le Président de la SCIC, est responsable envers celle-ci et envers les tiers, des infractions aux dispositions légales et réglementaires régissant les sociétés anonymes et applicables aux sociétés par actions simplifiées, des violations des présents Statuts et des fautes commises dans sa gestion ou attribution respective, dans les conditions et sous peine des sanctions prévues par les dispositions législatives et réglementaires en vigueur.

## **18.7 Contrat de travail du Président**

La démission, le non renouvellement ou la révocation des fonctions de Président, ne porte atteinte ni au contrat de travail éventuellement conclu par l'intéressé avec la SCIC, ni aux autres relations résultant de la double qualité d'associé coopérateur.

## **Article 19 : Comité Exécutif**

### **19.1 Composition et nomination du Comité Exécutif**

Il est institué un Comité Exécutif composé de 6 membres au plus, et du Président de la SCIC, soit au total 7 membres maximum.

Les membres du Comité Exécutif sont des personnes physiques, élus pour une durée de 2 ans, renouvelables.

Si un membre du Comité Exécutif est démissionnaire ou démis de ses fonctions il est remplacé par un entrant, choisi par l'assemblée générale ordinaire sur proposition du Comité Exécutif.

Les membres sont désignés par l'assemblée générale ordinaire des associés. Lorsque l'élection du Comité Exécutif est portée à l'ordre du jour, les candidatures doivent être effectuées en équipe. Autant que possible, la composition du comité respectera la parité hommes-femmes. Elles doivent être adressées au Président de la SCIC, au plus tard le 3ème jour, à 18 heures, précédant la date de l'assemblée générale, par courrier électronique ou courrier simple. La candidature doit comporter, au minimum, les noms et prénoms des membres de l'équipe candidate, et le nom et prénom de la personne qui candidate à la présidence.

### **19.2 Président du Comité Exécutif**

Le Président de la SCIC cumule son mandat avec celui de Président du Comité Exécutif.

### **19.3 Fonctionnement du Comité Exécutif**

Les fonctions de membre du Comité Exécutif sont exercées à titre gratuit.

Le Comité Exécutif est convoqué par tout moyen par le Président. Il peut également être convoqué par la moitié de ses membres. L'auteur de la convocation arrête l'ordre du jour de la réunion.

Le Comité Exécutif détermine ses règles de fonctionnement et de prises de décision. Il se réunit au moins une fois par mois par tout moyen.

#### **19.4 Mission du Comité Exécutif**

Les attributions du Comité Exécutif font l'objet d'un visa express dans les statuts.

A ce titre, notamment, le Comité Exécutif :

- Définit la stratégie, les actions majeures
- Définit le cadre budgétaire
- Définit la politique de Ressources Humaines
- Autorise les cessions de parts et les souscriptions de nouvelles parts (article 9.2 et 10) ;
- Autorise un associé à changer de catégorie (article 12) ;
- Constate la perte de la qualité d'associé (article 15) ;
- Constate les manquements d'un associé pouvant entraîner son exclusion (article 16) ;
- Peut écourter le délai de remboursement des parts sociales d'un associé (article 17.1) ou autoriser un remboursement partiel (article 17.5) ;
- Admet les nouveaux associés (Articles 14.1)
- Convoque l'assemblée générale des associés selon les modalités visées aux articles 22 et suivants.
- Emet un avis sur les comptes sociaux et l'exercice par le Président du mandat qui lui a été confié.

#### **Article 20 : Conseil de Surveillance**

Le Conseil de Surveillance assure le contrôle de la gestion de la SCIC assurée par le Comité Exécutif.

##### **20.1 Nomination**

Le Conseil de Surveillance est composé de membres élus à la majorité des suffrages, par l'assemblée générale ordinaire pour une durée de 2 ans.

Il est composé de :

- 3 membres de la catégorie des personnes physiques engagées pour développer l'écosystème numérique ou de la catégorie des fondateurs,
- 3 membres ou plus de la catégorie des collectivités,
- 3 membres issus de la catégorie des partenaires.

Dans la catégorie "Partenaires", par dérogation à ce qui précède, peuvent siéger de droit au conseil de surveillance, et tant qu'ils sont sociétaires, et sur simple demande à son président :

- la Caisse des Dépôts,
- la Chambre de Commerce et d'industrie de Grenoble,
- un représentant de l'Enseignement supérieur et de la recherche au sein de la CoMUE

Université Grenoble Alpes.

La demande doit être adressée au président dans des délais compatibles avec ceux de l'élection des autres membres du conseil, afin de déterminer le nombre de sièges ouverts à l'élection. Les

membres siégeant de droit au conseil issus de la catégorie des Partenaires sont nommés pour une durée illimitée, lesdits mandats prenant automatiquement fin avec la perte de la qualité de sociétaire des Partenaires.

Dans la catégorie "Collectivités Territoriales", par dérogation à ce qui précède, peuvent siéger de droit au conseil de surveillance, et tant qu'ils sont sociétaires, et sur simple demande à son président :

- Grenoble Alpes Métropole
- La Communauté de Communes du Pays Voironnais
- La Communauté de Communes Le Grésivaudan,

La demande doit être adressée au président dans des délais compatibles avec ceux de l'élection des autres membres du conseil. Les membres siégeant de droit au conseil issus de la catégorie Collectivités Territoriales sont nommés pour une durée illimitée, lesdits mandats prenant automatiquement fin avec la perte de la qualité de sociétaire des Collectivités Territoriales.

D'autres membres peuvent être nommés dans la catégorie "Collectivités Territoriales" à l'occasion de chaque assemblée. Leurs mandats prend fin en même temps que celui du Conseil de Surveillance.

Les membres du Conseil de Surveillance peuvent être des personnes physiques ou des personnes morales. Dans ce dernier cas, la personne morale est tenue de désigner un représentant permanent qui est soumis aux mêmes conditions et obligations.

Il est interdit aux membres du Comité Exécutif d'être également désignés membres du Conseil de Surveillance.

Lorsqu'un membre du Conseil de Surveillance vient à démissionner (pour une personne morale : se retirer en tant que sociétaire) ou à décéder en cours de fonctions, il peut être remplacé par cooptation dès lors que le nombre des membres du conseil restant en exercice est supérieur ou égal à 9.

Un membre personne morale du Conseil de Surveillance peut remplacer à sa guise son représentant permanent

Les nominations effectuées par le conseil, en vertu de ces dispositions, sont soumises à la ratification de la prochaine assemblée générale ordinaire.

Les membres sont désignés par l'assemblée générale ordinaire des associés. Lorsque l'élection du Conseil de Surveillance est portée à l'ordre du jour, les candidatures doivent être effectuées individuellement. Elles doivent être adressées au Président de la SCIC, au plus tard le 3ème jour, à 18 heures, précédant la date de l'assemblée générale, par courrier électronique ou courrier simple. La candidature doit comporter, au minimum, les noms et prénoms de la personne candidate, et sa fonction et affiliation dans le cas d'une personne morale.

Les membres du Conseil de Surveillance sont rééligibles. Ils sont révoqués par l'assemblée générale ordinaire

## 20.2 Fonctionnement

### **20.2.1 Président**

Le conseil nomme un Président, personne physique, choisi parmi ses membres et dont la durée du mandat est alignée sur celle de son mandat de membre du Conseil de Surveillance.

Le Président est chargé de convoquer le conseil et d'en diriger les débats.

### **20.2.2 Réunions du conseil**

Le Président réunit le Conseil de Surveillance 3 fois par an ou à la demande du Comité Exécutif. La séance est présidée par le Président du Conseil de Surveillance.

Les membres du Comité Exécutif sont systématiquement invités au Conseil de Surveillance.

Le Président du Conseil de Surveillance pourra tenir des conseils par des moyens de télé transmission, y compris par audioconférence et visio-conférence.

Le Président doit réunir le conseil si le Comité Exécutif ou au moins un tiers des membres du conseil lui en ont fait la demande.

La convocation des membres du Conseil de Surveillance est faite par tout moyen.

Un membre du conseil peut se faire représenter par un autre membre. La présence de la moitié au moins des membres du conseil est nécessaire pour la validité de ses délibérations.

Les délibérations sont prises à la majorité des membres présents ou représentés.

### **20.3 Pouvoirs du Conseil de Surveillance**

Le Conseil de Surveillance assure par tous les moyens appropriés le contrôle de la gestion effectuée par le Comité Exécutif.

En aucun cas, cette surveillance ne peut donner à lieu à l'accomplissement d'actes de gestion directement ou indirectement effectués par le conseil ou ses membres, ni être effectuée dans des conditions qui rendent impossible la gestion par les membres du Comité Exécutif.

Le Président du conseil peut à tout moment prendre connaissance et copie des documents comptables et le Président du Comité Exécutif est tenu de donner les ordres nécessaires à l'exercice de ces prérogatives.

## **Article 21 : Conseil Territorial du numérique**

### **21.1 Composition**

Le conseil territorial du numérique est constitué des membres du Conseil de Surveillance ainsi que :

- D'associés issues de toutes catégories

- Des personnes morales publiques ou privées (associées ou non)
- Des personnalités emblématiques, associées ou non

Ses membres sont nommés par le Conseil de Surveillance sur proposition du Comité Exécutif. Le nombre de membres est librement fixé par le Comité Exécutif et le Conseil de Surveillance.

## **21.2 Mission du Conseil Territorial du numérique**

Le Conseil Territorial du numérique entend et conseille le Comité Exécutif sur sa stratégie et ses orientations.

Il se réunit sur convocation du Président du Conseil de Surveillance, qui préside également le Conseil Territorial du numérique.

Les travaux du Conseil Territorial du numérique donnent lieu à un rapport présenté à chaque assemblée générale ordinaire.



<b>TITRE V</b> <b>ASSEMBLEES GENERALES</b>
---

### **Article 22 : Nature des assemblées**

Les assemblées générales sont : ordinaire annuelle, ordinaire réunie extraordinairement, ou extraordinaire.

Le Comité Exécutif fixe les dates et lieux de réunion des différentes assemblées.

### **Article 23 : Dispositions communes et générales**

#### **23.1 Composition**

L'assemblée générale se compose de tous les associés y compris ceux admis au sociétariat au cours de l'assemblée dès qu'ils auront été admis à participer au vote.

La liste des associés est arrêtée par le Comité Exécutif le 15<sup>ème</sup> jour qui précède la réunion de l'assemblée générale.

#### **23.2 Convocation et lieu de réunion**

Les associés sont convoqués par le Comité Exécutif.

A défaut d'être convoquée par le Comité Exécutif l'assemblée peut également être convoquée par :

- les commissaires aux comptes ;
- un mandataire de justice désigné par le tribunal de commerce statuant en référé, à la demande, soit de tout intéressé en cas d'urgence, soit d'un ou plusieurs associés réunissant au moins 5 % du capital social ;
- un administrateur provisoire ;
- le liquidateur.

La première convocation de toute assemblée générale est faite par courrier électronique adressé aux associés quatorze jours au moins à l'avance. Sur deuxième convocation, le délai est d'au moins dix jours.

Les convocations doivent mentionner le lieu de réunion de l'assemblée. Celui-ci peut être le siège de la SCIC ou tout autre local situé dans le même département, ou encore tout autre lieu approprié pour cette réunion.

#### **23.3 Ordre du jour**

L'ordre du jour est arrêté par l'auteur de la convocation.

Il y est porté les propositions émanant du Comité Exécutif et les points ou projets de résolution qui auraient été communiqués vingt-cinq jours au moins à l'avance par le comité d'entreprise ou par un ou plusieurs associés représentant au moins 5 % du capital si le capital social est au plus égal à 750 000 euros.

#### **23.4 Bureau**

L'assemblée est présidée par le Président, à défaut par le doyen des membres de l'assemblée. Le bureau est composé du Président et d'un secrétaire qui peut être choisi en dehors des associés.

En cas de convocation par un commissaire aux comptes, par un mandataire de justice ou par les liquidateurs, l'assemblée est présidée par celui ou par l'un de ceux qui l'ont convoquée.

#### **23.5 Feuille de présence**

Il est tenu une feuille de présence comportant, par catégorie, les nom, prénom et domicile des associés, le nombre de parts sociales dont chacun d'eux est propriétaire et le nombre de voix dont ils disposent.

Elle est signée par tous les associés présents, tant pour eux-mêmes que pour ceux qu'ils peuvent représenter. Elle est certifiée par le bureau de l'assemblée, déposée au siège social et communiquée à tout requérant.

#### **23.6 Délibérations**

Il ne peut être délibéré que sur les questions portées à l'ordre du jour. Néanmoins, l'assemblée peut, à tout moment, révoquer un ou plusieurs membres du Comité Exécutif et du Conseil de Surveillance et procéder à leur remplacement, même si la question n'est pas inscrite à l'ordre du jour.

#### **23.7 Modalités de votes**

Pour toutes les questions, il est procédé à des votes à main levée, sauf si le bureau de l'assemblée ou la majorité de celle-ci décide qu'il y a lieu de voter à bulletins secrets.

#### **23.8 Droit de vote**

Chaque associé a droit de vote dans toutes les assemblées avec une voix.

#### **23.9 Procès-verbaux**

Les délibérations des assemblées générales sont constatées par des procès-verbaux établis par les membres du bureau et signés par eux.

Ils sont portés sur un registre spécial tenu au siège social dans les conditions réglementaires.

Si, à défaut du quorum requis, une assemblée ne peut délibérer régulièrement, il en est dressé procès-verbal par le bureau de ladite assemblée.

## **23.10 Effet des délibérations**

L'assemblée générale régulièrement convoquée et constituée représente l'universalité des associés et ses décisions obligent même les absents, incapables ou dissidents.

## **23.11 Pouvoirs**

Un associé empêché de participer personnellement à l'assemblée générale ne peut se faire représenter que par un autre associé, son conjoint ou son partenaire de Pacs.

## **Article 24 : Assemblée générale ordinaire**

### **24.1 Quorum et majorité**

Le quorum requis pour la tenue d'une assemblée générale ordinaire est :

- sur première convocation, du cinquième des associés ayant droit de vote. Les associés ayant donné procuration sont considérés comme présents.
- si ce quorum n'est pas atteint, une deuxième assemblée est convoquée, qui pourra se tenir au minimum 15 jours après la date fixée dans la première convocation. Elle délibère valablement, quel que soit le nombre d'associés présents ou représentés, mais seulement sur le même ordre du jour.

Les délibérations sont prises à la majorité des seuls suffrages exprimés. Les abstentions, les bulletins blancs et nuls ne sont pas retenus pour le calcul de la majorité.

### **24.2 Assemblée générale ordinaire annuelle**

#### **24.2.1 Convocation**

L'assemblée générale ordinaire annuelle se tient dans les six mois de la clôture de l'exercice.

#### **24.2.2 Rôle et compétence**

L'assemblée générale ordinaire prend toutes les décisions autres que celles qui sont réservées à la compétence de l'assemblée générale extraordinaire par la loi et les présents statuts.

Elle exerce les pouvoirs qui lui sont conférés par la loi et notamment :

- Entend le rapport du Comité Exécutif sur les comptes, exprimé par le Président du Comité Exécutif
- approuve ou redresse les comptes,
- fixe les orientations générales de la SCIC,
- élit les membres du Comité Exécutif et peut les révoquer,
- approuve les conventions réglementées,
- désigne les commissaires aux comptes,

### **24.3 Assemblée générale ordinaire réunie extraordinairement**

L'Assemblée Générale Ordinaire réunie extraordinairement examine les questions dont la solution ne souffre pas d'attendre la prochaine Assemblée Générale annuelle.

## **Article 25 : Assemblée générale extraordinaire**

### **25.1 Quorum et majorité**

Le quorum requis pour la tenue d'une assemblée générale extraordinaire est, en application des dispositions de l'article L.225-96 du Code de commerce et des dispositions statutaires permettant de fixer un quorum plus élevé :

- sur première convocation, du cinquième des associés ayant droit de vote. Les associés ayant donné procuration sont considérés comme présents.
- si ce quorum n'est pas atteint, une deuxième assemblée est convoquée, qui pourra se tenir au minimum 15 jours après la date fixée dans la première convocation. Elle délibère valablement, quel que soit le nombre d'associés présents ou représentés, mais seulement sur le même ordre du jour.

Les délibérations sont prises à la majorité des seuls suffrages exprimés. Les abstentions, les bulletins blancs et nuls ne sont pas retenus pour le calcul de la majorité.

### **25.2 Rôle et compétence**

L'assemblée générale extraordinaire des associés a seule compétence pour modifier les statuts de la SCIC. Elle ne peut augmenter les engagements des associés sans leur accord unanime.

L'assemblée générale extraordinaire peut :

- exclure un associé qui aurait causé un préjudice matériel ou moral à la SCIC,
- modifier les statuts de la SCIC,
- transformer la SCIC en une autre société coopérative ou décider sa dissolution anticipée ou sa fusion avec une autre société coopérative,
- créer de nouvelles catégories d'associés.
- modifier les droits de vote de chaque collège de vote, ainsi que la composition et le nombre des collèges.

<b>TITRE VI</b> <b>COMMISSAIRES AUX COMPTES – REVISION COOPERATIVE</b>
---

**Article 26 : Commissaires aux comptes**

*Conformément aux dispositions des article L 227-9-1 et R227 du code de commerce, la SCIC est tenue de désigner au moins un commissaire aux comptes si elle dépasse à la clôture d'un exercice social, deux des seuils suivants : 1 000 000 € de total de bilan, 2 000 000 € de chiffre d'affaires hors taxe ou le nombre moyen de 20 salariés au cours de l'exercice.*

*La durée des fonctions des commissaires est de six exercices. Elles sont renouvelables.*

**Article 27 : Révision coopérative**

*La SCIC fera procéder tous les 5 ans à la révision coopérative prévue par les dispositions de l'article 19 duodecies de la loi n°47-1775 du 10 septembre 1947 portant statut de la coopération.*

<b>TITRE VII</b> <b>COMPTES SOCIAUX – EXCEDENTS - RESERVES</b>
---

### **Article 28 : Exercice social**

L'exercice social commence le 1<sup>er</sup> janvier finit le 31 décembre.

### **Article 29 : Documents sociaux**

*L'inventaire, le bilan, le compte de résultats de la SCIC sont présentés à l'assemblée en même temps que les rapports du Président.*

*Conformément à l'article R.225-89 du Code de commerce, à compter de la convocation de l'assemblée générale ordinaire annuelle et au moins pendant le délai de 14 jours qui précède la date de réunion, tout associé a le droit de prendre connaissance de certains documents au siège social ou au lieu de la direction administrative, et notamment :*

- *le bilan ;*
- *le compte de résultat et l'annexe ;*
- *les documents annexés le cas échéant à ces comptes ;*
- *Le rapport de révision*
- *un tableau d'affectation de résultat précisant notamment l'origine des sommes dont la distribution est proposée.*

*Ces documents sont mis à la disposition des commissaires aux comptes un mois au moins avant la date de convocation de l'assemblée générale ordinaire annuelle. Ils sont présentés à cette assemblée en même temps que les rapports du Président et des commissaires aux comptes.*

*Jusqu'au cinquième jour inclusivement avant l'assemblée, l'associé peut demander que les mêmes documents lui soient adressés.*

### **Article 30 : Excédents**

*Les excédents sont constitués par les produits de l'exercice majorés des produits exceptionnels et sur exercices antérieurs et diminués des frais, charges, amortissements, provisions et impôts afférents au même exercice, ainsi que des pertes exceptionnelles ou sur exercices antérieurs et des reports déficitaires antérieurs.*

L'assemblée des associés est tenue de respecter la règle suivante :

- 15 % sont affectés à la réserve légale, qui reçoit cette dotation jusqu'à ce quelle soit égale au montant le plus élevé atteint par le capital ;
- 50 % au minimum des sommes disponibles après la dotation à la réserve légale sont affectés à une réserve statutaire ;
- Il peut être distribué un intérêt aux parts sociales dont le montant sera déterminé par l'assemblée générale et qui ne peut excéder les sommes disponibles après dotations aux réserves légale et statutaire. Il ne peut être supérieur au taux moyen de rendement des obligations des sociétés privées publié par le ministère chargé de l'économie en vigueur.

Toutefois, les subventions, encouragements et autres moyens financiers versés à la société par les collectivités publiques, leurs groupements et les associations ne sont pas pris en compte pour le calcul de l'intérêt versé aux parts sociales et, le cas échéant, des avantages ou intérêts servis en application des articles 11 et 11bis de la loi du 10 septembre 1947.

Les parts sociales ouvrant droit à rémunération sont celles qui existaient au jour de la clôture de l'exercice et qui existent toujours à la date de l'assemblée générale ordinaire annuelle.

Le versement des intérêts aux parts sociales a lieu au plus tard neuf mois après la clôture de l'exercice.

### **Article 31 : Impartageabilité des réserves**

Quelle que soit leur origine ou leur dénomination, les réserves ne peuvent jamais être incorporées au capital et donner lieu à la création de nouvelles parts ou à l'élévation de la valeur nominale des parts, ni être utilisées pour libérer les parts souscrites, ni être distribuées, directement ou indirectement, au cours de la vie de la SCIC ou à son terme, aux associés ou travailleurs de celle-ci ou à leurs héritiers et ayants droit.

Les dispositions de l'article 15, des 3<sup>ème</sup> et 4<sup>ème</sup> alinéas de l'article 16 et l'alinéa 2 de l'article 18 de la loi 47-1775 du 10 septembre 1947 ne sont pas applicables à la SCIC.

<b>TITRE VIII DISSOLUTION - LIQUIDATION - CONTESTATION</b>
--

### **Article 32 : Perte de la moitié du capital social**

Si, du fait des pertes constatées dans les documents comptables, l'actif net devient inférieur à la moitié du capital social, l'assemblée générale doit être convoquée à l'effet de décider s'il y a lieu de prononcer la dissolution de la SCIC ou d'en poursuivre l'activité. La résolution de l'assemblée fait l'objet d'une publicité.

### **Article 33 : Expiration de la SCIC – Dissolution**

A l'expiration de la SCIC, si la prorogation n'est pas décidée, ou en cas de dissolution anticipée, l'assemblée générale règle la liquidation conformément à la loi et nomme un ou plusieurs liquidateurs investis des pouvoirs les plus étendus.

Après l'extinction du passif et paiement des frais de liquidation et, s'il y a lieu, des répartitions différées, les associés n'ont droit qu'au remboursement de la valeur nominale de leurs parts, sous déduction, le cas échéant, de la partie non libérée de celles-ci.

Le boni de liquidation sera attribué par décision de l'assemblée générale soit à d'autres coopératives ou unions de coopératives, soit à des œuvres d'intérêt général ou professionnel.

### **Article 34 : Arbitrage**

Toutes contestations qui pourraient s'élever au cours de la vie de la SCIC ou de sa liquidation, soit entre les associés ou anciens associés et la SCIC, soit entre les associés ou anciens associés eux-mêmes, soit entre la SCIC et une autre société coopérative d'intérêt collectif ou de production, au sujet des affaires sociales, notamment de l'application des présents statuts et tout ce qui en découle, ainsi qu'au sujet de toutes affaires traitées entre la SCIC et ses associés ou anciens associés ou une autre coopérative, seront soumises à l'arbitrage de la commission d'arbitrage de la CG Scop, sous réserve de l'adhésion de la SCIC à la Confédération Générale des Scop.

Les sentences arbitrales sont exécutoires, sauf appel devant la juridiction compétente.

Pour l'application du présent article, tout associé doit faire élection de domicile dans le département du siège et toutes assignations ou significations sont régulièrement données à ce domicile. A défaut d'élection de domicile, les assignations et significations sont valablement faites au parquet de Monsieur Le Procureur de la République, près le tribunal de grande instance du siège de la SCIC.